

Table ronde

Mieux comprendre les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

Genève, Suisse, Mardi 13 décembre 2022
Maison de la Paix, 9^{ème} étage, Pétale 5, 15h00-17h45

Une autre approche face à la violence est-elle possible ?

En particulier, face aux limites des réponses militaires et sécuritaires à l'extrémisme violent, a-t-on suffisamment exploré la réponse de la prévention, celle qui se penche plutôt sur les causes, multiples et complexes, qui génèrent la violence ?

Les forces de défense et sécurité peuvent-elles avoir un rôle dans la prévention de la violence ?

Si oui, leurs mandats, leurs cultures et leurs formations les y préparent-elles ?

Comment et avec qui les FDS peuvent-elles construire la culture du dialogue ?

Où sont les espaces pour que cette conversation ait lieu ?

Pourquoi est-il important d'intégrer le genre dans les approches de prévention de l'extrémisme violent ?

Telles sont les questions au cœur de cette table ronde et qui furent également au cœur de l'étude dont les résultats seront présentés :

Etude comparative portant revue et analyse des cadres politiques, législatifs et opérationnels ainsi que les pratiques favorisant l'engagement des forces de défense et de sécurité (FDS) pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Afrique de l'Ouest.

Cette étude a été réalisée en 2020-2022 dans sept pays d'Afrique de l'Ouest, le **Bénin**, le **Burkina Faso**, la **Côte d'Ivoire**, le **Ghana**, le **Niger**, le **Sénégal** et le **Togo**. Elle a été initiée et conduite sous la responsabilité de la Division Paix et droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse et du Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité DCAF (Genève), tous deux engagés en faveur de la paix auprès de nombreux partenaires dans la région.

L'étude s'inscrivait de manière plus large dans le cadre de l'initiative de dialogue régional animée par le programme engagé par la Suisse depuis 2016 en faveur de la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est ainsi qu'une quarantaine de rencontres et ateliers, associant plus de 2000 personnes, ont eu lieu ces dernières années. Le rôle crucial des FDS dans la PEV y fut constamment relevé et, en particulier, la position difficile, voire souvent bancal, dans laquelle elles se trouvaient dans leur mission de protection des populations. Cela a conduit cette initiative à intégrer un cycle de dialogue spécifique aux FDS, lancé en 2017 à Dakar avec le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, lequel a également participé à la présente étude. Les quatre séminaires régionaux organisés en 2017, 2018, 2019 et 2022 constituent le cadre privilégié de ce dialogue unique dans la région, et la présente étude visait explicitement à consolider la base de connaissances sur laquelle le poursuivre.

Au fond, ce que cette étude visait à faire, c'était de **mieux comprendre les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.**

Pour réaliser cet objectif général, l'étude s'est attelée aux tâches suivantes :

- Mieux comprendre la façon dont la violence extrême ébranle le vécu des FDS, et aussi leur mandat.
- Clarifier comment les FDS elles-mêmes peuvent s'engager dans une démarche de PEV.
- Collecter puis analyser les cadres d'engagement des FDS pour la PEV, d'ordre politique comme opérationnel, en vue de stimuler leur évolution.
- Renforcer la volonté et les capacités des FDS pour un tel engagement.
- Et poursuivre le dialogue au niveau national et régional avec divers hauts responsables politiques, officiers supérieurs, membres de la société civile et chercheurs, sur leur vision, leur expérience, leurs envies et leurs besoins.

Les deux ans et demi de ce travail de toute une équipe d'experts de la région, venue épauler les initiateurs du projet, ont allié collecte de documentation, enquête de terrain dans les sept pays concernés par l'étude, près de 300 entretiens individuels, suivis de l'analyse comparative des cadres d'engagement et finalement, la présentation synthétique des résultats dans le rapport rendu public ce jour.

La somme de ce vaste travail, sans précédent dans la région, a révélé la hauteur du **défi** à relever (*penser un autre rôle pour les FDS ?*), le véritable **appétit** pour le faire, mais aussi les **besoins** :

« J'ai été amené à réfléchir davantage sur les causes des conflits au niveau national et dans la région et je me suis rendu compte avec l'échec de plus en plus affirmé de toutes ces démarches dites sécuritaires, directement orientées vers l'usage de la force militaire, qu'il y avait d'autres approches à privilégier. »

« Les FDS sont souvent rétives au changement. Quand vous connaissez leur psychologie, elles ne travaillent que sur les questions pour lesquelles elles ont été missionnées, elles ne sont efficaces que sur les questions pour lesquelles elles ont été formées. »

« Si on regarde l'histoire des armées et le rapport entre l'armée et la société, c'est un vrai débat. Quelle est la place réelle de l'armée dans nos sociétés ? Tant que ce problème des approches ne sera pas abordé, chacun se regardera de manière bizarre. Il est bien vrai que du seul fait d'être militaires, nous sommes affectés par une seconde socialisation. Ce serait bien que vous puissiez nous accompagner, que nous puissions en parler. »

Programme

14 :30-15 :00	Arrivée et installation des invités
15 :00-15 :10	Mot de bienvenue et présentation du programme et des panélistes (ancien Amb. Jean Daniel Bieler)
15 :10-15 :20	Ouverture de la table ronde <ul style="list-style-type: none"> • Andrea AEBY, Conseillère Paix et Sécurité, Mission Permanente de la Suisse auprès de l'ONU et des autres organisations internationales à Genève • Anne BENNETT, Directrice du programme Afrique subsaharienne, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF
15 :20-16 :00	Présentation des principaux résultats de l'étude <ul style="list-style-type: none"> • Carol MOTTET, Conseillère principale, Division Paix et droits de l'homme, Département fédéral des affaires étrangères – DFAE, Suisse • Ariane INKESHA, Coordinatrice de programme, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF
16 :00-17 :30	Panel <ul style="list-style-type: none"> • Général Amêyi Célestin GUIDIMEY, Expert consultant, Vice-président du Comité Présidentiel de Contrôle des Missions de Sécurisation du Territoire National, Bénin • Madeleine MEMB, MediaWomen4Peace, Cameroun • Mahamadou SAVADOGO, Spécialiste de gestion des risques, consultant sur l'extrémisme violent, Burkina Faso • Cristina Finch, Cheffe de la division Genre et sécurité DCAF <p>Modération : ancien Amb. Jean Daniel Bieler</p> <p>Discussions ouvertes</p>
17 :30-17 :45	Mots de Clôture
17 :45	Collation

Zoom :

Pour ceux qui ne pourront pas nous rejoindre physiquement, veuillez cliquer sur le lien ci-dessous afin de rejoindre le webinaire :

<https://dcaf-ch.zoom.us/j/88532442369>

N° du webinaire : 885 3244 2369